

Table ronde sur la spéculation en matière de devises

La spéculation des devises, une opération de sabotage de notre économie nationale

Déclarent plusieurs responsables

Notre marché local a connu ces derniers temps des spéculations en matière de devises. Cette spéculation a eu bien des incidences sur notre économie nationale ce qui a, naturellement, occasionné des répercussions négatives sur tous les domaines de la vie du pays. Pour pallier à cette crise, l'Etat a pris un certain nombre de mesures. Pour faire le point sur cette question cruciale, une table ronde, où ont été conviés des cadres du secteur, a été organisée.

M Zeine Ould Zeidane, conseiller à la Présidence a axé son intervention sur l'incidence même de cette spéculation sur l'économie nationale en précisant que l'Etat, sur instruction du Président de la République, Monsieur Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya a entrepris un certain nombre de dispositions à même de libérer l'économie nationale en vue d'aboutir à un développement et une lutte contre la pauvreté. Il a affirmé que le phénomène de spéculation sur les devises est une tentative de sabotage de notre économie nationale et une entrave pour l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre la pauvreté. Ainsi, a-t-il ajouté, une telle situation ne saurait conduire qu'à une augmentation du prix des monnaies étrangères au détriment de notre monnaie nationale et par conséquent à une hausse des prix des produits importés, en particulier les produits de première nécessité consommés par l'ensemble des citoyens.

Il a aussi mis en exergue la corrélation entre la spéculation monétaire et la hausse des prix précisant que la spéculation monétaire est synonyme de hausse des prix. Il a signalé que s'adonner à ces actes signifie brandir les armes contre les pauvres dans le but de les exterminer, en appelant de faire prévaloir la conscience morale, religieuse et nationale afin d'éviter un tel préjudice au pays et aux concitoyens. Concernant la deuxième partie de la problématique relative à l'opération de sabotage de l'économie nationale, le conseiller a souligné que ceux qui s'adonnent à ces viles pratiques, plutôt que de contribuer au développement de l'économie nationale à travers la mise en place de projets et activités qui profitent à tous, procèdent à l'achat puis à l'accumulation de devises, ce qui en fait un élément négatif pour l'économie, car c'est une monnaie qui reste hors du cycle économique. Toute cette opération est une action subversive à l'égard de notre économie nationale, parce que ne militant point dans la lutte contre la

pauvreté, encore moins contre le chômage et ruine manifestement notre économie. Les spéculateurs thésaurisent les devises ce qui laisse les sociétés importatrices de produits dans l'impossibilité de s'approvisionner en quantité suffisante en devises pour ainsi pouvoir garantir la fluidité des importations et échapper à une activité économique au ralenti.

Cette spéculation provoque de graves répercussions sur l'économie nationale et les conditions de vie des populations. C'est une pratique inadmissible. Pour y mettre fin l'Etat mettra en place toutes les dispositions susceptibles d'y mettre terme. L'Etat disposait jusqu'à la fin de 2003 de réserves suffisantes en matière de devises permettant alors la couverture de toutes les importations pour une période de 8 mois. L'économie dans son ensemble se porte bien, notre pays a donc réalisé un taux de croissance de 5% et la situation économique est en amélioration constante. Le pays a, par ailleurs, pu abaisser les créances ce qui a contribué dans la constitution d'une réserve de devises. Le conseiller a également appelé tous les citoyens à s'acquitter des impôts contribuant ainsi dans l'approvisionnement du budget afin de pouvoir réduire la dette. Le pays jouit d'une grande crédibilité auprès des partenaires de développement.

Pour sa part M Sidi O.Zeine, directeur adjoint de change à la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) a parlé de la politique monétaire dont l'élément principal est la disponibilité des devises étrangères pour tous ceux qui en ont besoin. C'est dans ce cadre que la BCM s'est désengagée de certaines de ses prérogatives dans le cadre de la libération économique mais elle a tout de même mis en place des garde-fous et des conditions afin que la situation ne tourne pas à l'anarchie. Outre les banques primaires, des bureaux de changes ont vu le jour jouissant du droit de changes de devises. Le but d'une telle action est d'instaurer un pluralisme en matière de change afin de favoriser

l'offre et d'éviter qu'il n'y ait qu'une seule structure susceptible de monopoliser et de thésauriser les devises, et de facto occasionner une inflation affectant l'économie. Certains ont profité de cette libéralisation, par incompréhension ou insuffisance, en la transformant en anarchie croyant que le libéralisme veut dire laisser aller et faire fi des textes et des lois. Il a précisé que les devises ne peuvent en aucun cas être un moyen d'épargne ni encore moins un domaine de spéculation, mais qu'il convient que cette libéralisation soit exploitée au service de l'économie nationale en précisant que la BCM était persuadée que les bureaux de change et les banques primaires étaient à mesure de constituer une concurrence au marché noir apparu depuis récemment et par la suite l'auraient anéanti, ce qui n'avait pas eu lieu. Or la situation a atteint son paroxysme en dépassant les limites. Il a révélé que la dernière mesure est venue protéger la monnaie, l'économie et les citoyens. Ceux qui pratiquent cette spéculation livrent une guerre contre l'économie du pays, soulignant que seuls les bureaux de change agréés et les banques primaires sont habilités à procéder à des opérations de changes. Il a également dit que tous ceux qui détiennent des devises ou veulent les acquérir doivent systématiquement s'adresser aux banques primaires et bureaux de changes pour déposer ces monnaies. Ce faisant, ils contribuent à la croissance de l'économie nationale. Il a également précisé que l'épargne de la monnaie veut dire l'élimination des intermédiaires en matière de devises ce qui raréfie la liquidité financière et par la suite se répercute sur l'économie et paralyse le flux monétaire. En ce qui concerne le rôle des intermédiaires quant à la disponibilité des devises, il a noté que les banques primaires sont bien à mesure d'of-

frir au citoyen les quantités suffisantes de devise dont il a besoin à travers leurs réseaux de partenaires et banques à l'extérieur. Ce qui est plus sûr pour le citoyen dans un monde où il n'est plus permis de se déplacer avec une valise pleine de devises. Quant à M. Mohamed El Hanchi Ould Mohamed Saleh, secrétaire général de l'Association Professionnelle des Banques de Mauritanie (APBM), il a rappelé qu'avant la libéralisation de l'économie les intermédiaires que sont les banques patageaient dans une situation critique. Mais cette réforme a permis une réelle prospérité économique et les intermédiaires sont désormais en mesure de fournir toutes les prestations nécessaires aux citoyens, y compris la disponibilité des devises. Il a par ailleurs souligné que les banques offrent de garanties aux populations que l'on ne saurait obtenir au niveau du marché noir notamment la protection de la fraude, la discrétion et la confiance. Tout comme il a précisé que le libéralisme est devenu aujourd'hui une réalité, le citoyen jouit ainsi d'une liberté indispensable et l'Etat a mis à sa disposition tout ce dont il a besoin. A présent, ce citoyen a obligation de posséder la conscience nécessaire, l'esprit de citoyenneté et de responsabilité. Pour ce qui est de dispositions de contrôle et des mesures de prévention des opérations de spéculation le Colonel Mohamed Ould Mohamedou, directeur adjoint des douanes a indiqué que ces spéculations n'ont aucune raison d'être car toutes les mesures prises récemment visent l'instauration d'une économie souple canalisant les investisseurs étrangers dans l'intérêt de tous les citoyens. Il a rappelé que si toutefois notre monnaie est menacée de sabotage, il n'y a plus de place pour la complaisance et le laxisme. La spéculation monétaire

n'est rien d'autre qu'une forme de crime au même degré que la fraude, en précisant que chaque citoyen a le droit d'acquiescer les devises, mais qu'il y a des lois et des barrières claires devant être respectées. Ce qui s'est produit jusqu'à présent consiste à l'arrêt de la spéculation sur les devises, leur thésaurisation justement car cela est un crime à l'égard du citoyen et du pays. Les mesures entreprises ne sont pas conjoncturelles c'est une action continue et ferme. Les bureaux de change agréés par la BCM ont un rôle déterminant dans le domaine économique mais ceux parmi eux qui n'ont pas payé la redevance ont été fermés.

Zeine
L'Etat fournit tous les services publics pour les citoyens notamment la santé, l'éducation, les infrastructures de base, choses qu'on ne pourrait assurer que grâce aux recettes dont les principales sont les impôts. Il incombe au citoyen de s'acquitter des impôts vis-à-vis de l'Etat afin de participer à cet effort qu'est la construction nationale. Il a rappelé que si toutefois le citoyen ne s'acquiesce pas de ce devoir l'Etat se verrait pousser au surendettement.

Il a dit que la société mauritanienne est consommatrice allant jusqu'à consommer 80% du PIB. Si nous consommons ce que nous ne produisons pas cela veut dire que nous importons cette consommation, une importation qui demande naturellement la mobilisation de devises d'où l'incidence sur l'économie. Il s'est appesanti sur le nécessaire acquiescement des impôts et a appelé les citoyens et les sociétés à le faire rapidement. Tout comme il a convié les citoyens à revoir le niveau de leur consommation et à encourager la production locale, car cela renforce la croissance économique et améliore la balance extérieure et augmente les réserves extérieures.